

Exilés, réfugiés, étrangers en France (1848-1986)

Le sujet se propose d'étudier, sous le prisme du politique et de la société, la construction d'un champ à la fois sémantique et social au travers duquel les notions et – plus important encore – les statuts d'exilés, de réfugiés et d'étrangers sont définis en France. En 1848, dans le souffle de la révolution parisienne qui conduit à la Deuxième République, Paris devient une capitale d'exil politique pour de nombreuses figures européennes du mouvement des nationalités et de la lutte contre les monarchies. Cependant, au fil de la seconde moitié du XIX^e siècle et en lien avec le processus d'industrialisation, la composition de la population étrangère en France évolue du fait des divers recrutements de main d'œuvre. La question de « l'immigration » émerge dans le dernier quart du XIX^e siècle. Dès cette époque, avec la construction de la Troisième République, elle recoupe celle de l'intégration et constitue donc un élément de la « question sociale ». Au tournant du XX^e siècle, l'enjeu de l'identification administrative des individus (citoyens et étrangers) s'accompagne d'une bureaucratisation des identités et questionne les débats politiques autour du nationalisme et des règles d'acquisition de la nationalité française fixées antérieurement (lois de 1851 et de 1889). Le sujet devient particulièrement sensible lors de la Première Guerre mondiale. Le moment de l'entre-deux-guerres, parce qu'il est marqué à la fois par un nouvel afflux de main d'œuvre dans les usines et les mines de la seconde industrialisation ainsi que dans les mondes agricoles, mais aussi par l'arrivée de réfugiés fuyant les régimes fascistes et autoritaires, est paradoxal. D'un côté, il facilite l'intégration des étrangers avec la loi de 1927, de l'autre, il durcit les pratiques et les discours dans la crise des années 1930. La France établit des camps d'internement pour les réfugiés espagnols et, avec l'entrée dans la Seconde Guerre mondiale, la Troisième République autorise l'internement des étrangers présents sur son sol, suspectés de mettre en danger la sûreté nationale. Dans les années 1940, le régime de Vichy assume une politique xénophobe de dénaturalisation, d'internement voire de persécution des étrangers. Pour certains d'entre eux, l'internement est un prélude à leur déportation dans le cadre de la politique raciale de l'Allemagne nazie que seconde l'Etat français. Des étrangers s'engagent cependant aux côtés des Français dans la Résistance et certains sont naturalisés en 1945, année de promulgation par ordonnance du code de la nationalité.

Au lendemain des guerres mondiales, les statuts relatifs aux réfugiés se construisent à l'échelle internationale et nationale du fait des circulations accrues de populations, contraintes ou choisies. L'un des premiers marqueurs de ce statut est l'adoption du passeport Nansen en 1922. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, du fait des masses de personnes déplacées en Europe, le statut spécifique des réfugiés se formalise et, dans le sillage de la Convention de l'ONU de 1951 relative au statut des réfugiés, se traduit en France par la création en 1952 de l'OFPRA (Office français de protection des réfugiés et des apatrides). Ainsi, la question du statut de réfugié interroge en retour le statut de l'immigrant, souvent plus complexe qu'il n'y paraît. Dans les « Trente Glorieuses », des politiques d'immigration de main d'œuvre contribuent fortement à la Reconstruction d'abord, puis à la croissance économique avec ses conséquences sociales.

A partir de la crise économique des années 1970-1980 et dans un contexte post-colonial, de nouveaux paradigmes sociaux et politiques se recomposent au sein de la société française (modification du code de la nationalité en 1973, rapport à l'immigration de travail face à l'augmentation forte du chômage, réémergence de la question politique de l'immigration, dernière grande vague des exilés du monde communiste, etc.). La période se clôt par l'année 1986, qui est politiquement marquée par deux événements : l'entrée à l'Assemblée

nationale de l'extrême droite (Front national) qui a fait campagne depuis plusieurs années contre l'immigration, et le vote de la loi dite Pasqua qui restreint les conditions d'entrée et de résidence des étrangers en France.

Si le sujet porte principalement sur l'espace de la France métropolitaine, il intègre le cas spécifique de l'Algérie coloniale (migrants européens en Algérie ; communauté juive entre décret Crémieux et lois de Vichy ; discrimination entre les citoyens français et les Algériens soumis au code de l'indigénat). La question des circulations entre les deux rives de la Méditerranée se déploie en amont et en aval de la décolonisation, les enjeux après 1962 de l'accès et de la résidence en France des travailleurs issus d'Algérie devenant prégnants avec l'ouverture du rassemblement familial (décrets et décisions de 1976, 1977 et 1978).

Le sujet croise ainsi deux grandes dimensions d'histoire sur une période volontairement longue permettant d'historiciser certains enjeux de notre présent : d'une part l'histoire sociale qui étudie les trajectoires et la vie des étrangers en France (en fonction des origines géographiques, des professions, des générations, du genre, etc.), d'autre part une socio-histoire de l'Etat qui analyse la manière dont ont été construites les catégories juridiques et administratives à différentes échelles permettant d'appréhender, de différencier et parfois de protéger ces populations en fonction d'enjeux principalement politiques et économiques.

Orientations bibliographiques

Aprile, Sylvie, *Le siècle des exilés. Bannis et proscrits de 1789 à la Commune*, Paris, CNRS, 2010.

Blanc-Chaléard, Marie-Claude, *Histoire de l'immigration*, Paris, La Découverte, 2001.

Blanchard, Emmanuel, *Histoire de l'immigration algérienne en France*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 2018.

Diaz, Delphine, « Les mots de l'exil dans l'Europe du XIX^e siècle », *Hommes & Migrations*, n° 1321, 2018.

Diaz, Delphine, *En exil. Les réfugiés en Europe de la fin du XVIII^e siècle à nos jours*, Paris, Gallimard, 2021.

Dornel, Laurent, *La France hostile. Socio-histoire de la xénophobie (1870-1914)*, Paris, Hachette, 2004.

Dornel, Laurent, *Les étrangers dans la grande guerre*, Paris, Musée de l'histoire de l'immigration / La Documentation française, coll. « Le point sur l'immigration », 2014.

Héran, François, *Migrations et sociétés*, Paris, Collège de France / Fayard, coll. « Leçons inaugurales du Collège de France », 2018.

Musée de l'histoire de l'immigration, *Une histoire de l'immigration en 100 objets*, Paris, La Martinière, 2023.

Ndiaye, Pap, *La condition noire en France. Essai sur une minorité française*, Paris, Gallimard, 2009.

Noiriel, Gérard, *Atlas de l'immigration en France*, Paris, Autrement, coll. « Atlas-mémoires », 2002.

Noiriel, Gérard, *État, nation et immigration. Vers une histoire du pouvoir*, Paris, Gallimard, 2005.

Noiriel, Gérard, *Introduction à la socio-histoire*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 2006.

Rygiel, Philippe, *Le bon grain et l'ivraie. La sélection des migrants en Occident, 1880-1939*, Paris, Aux Lieux d'être, 2006.

Weil, Patrick, *La France et ses étrangers : L'Aventure d'une politique de l'immigration de 1938 à nos jours*, Paris, Gallimard, 2005.

Weil, Patrick, *La République et sa diversité. Immigration, intégration, discrimination*, Paris, Seuil, 2005.

Zalc, Claire, *Dénaturalisés. Les retraits de nationalité sous Vichy*, Paris, Seuil, coll. « L'Univers historique », 2016.